



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 08 avril 2016 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-04-03 /25

OBJET: Délégation d'attribution à la Présidente - Protection fonctionnelle des agents et élus

L'an deux mille seize, le huit avril 2016 à 19h07 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie du Moule sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 35

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-cinq (25)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épse ARPHÉXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANIETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Trois (3)

Mme ARMOUGON Betty à Mme MAMERT-LISTOIR Sabine
Mme JASMIN Victoire à M. BARDAIL Jean
M. SIOUMANDAN Rénalt à M. MORNAL Blaise

CONSEILERS EXCUSES : Zéro (0)

CONSEILLERS ABSENTS : Sept (7)

Mme GUILLAUME Stella, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MEKEL Alexina, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme RAMASSAMY Yvelle.

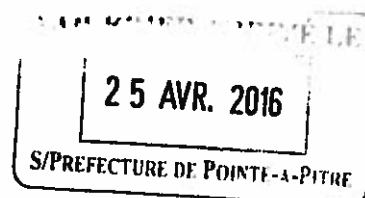
A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment en ses articles L.2123-34, L.2123-35, L.5211-10 et L. 5211-15 ;

Vu l'article 11 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 qui pose le principe de la protection fonctionnelle

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'agglomération ;



Considérant que la CANGT est tenue de protéger ses élus, les agents publics qu'elle emploie, qu'ils soient titulaires ou non titulaires, ainsi que les agents l'ayant quittée au titre des faits survenus durant la période où ils étaient en activité.

Considérant que la protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle.

Considérant qu'elle peut être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque les agents et élus sont victimes, à l'occasion de leurs fonctions, de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages. La protection peut également être accordée en cas d'atteinte aux biens personnels.
- En cas de condamnation civile prononcée à leur encontre par une juridiction judiciaire, dès lors notamment qu'aucune faute personnelle détachable de l'exercice de leurs fonctions ne leur est imputable.
- Enfin, en cas de poursuites pénales dont les agents et élus peuvent faire l'objet pour des faits ne présentant pas le caractère d'une faute personnelle.

Considérant que la protection allouée aux agents et élus victimes recouvre :

- L'obligation de prévention : actions diverses, individuelles ou collectives telles que protection physique, intervention directe auprès de l'auteur des attaques, prise en charge médicale ou psychologique, etc...
- L'obligation d'assistance juridique qui peut prendre plusieurs formes dont la prise en charge financière des honoraires d'avocats et autres frais de procédure occasionnés (frais d'expertise, d'huissier, de transport, etc...).
- L'obligation de réparation des différents préjudices subis par l'agent (qui peut agir en justice pour obtenir réparation complémentaire) autres que ceux pris en charge au titre de l'accident du travail (douleur morale, préjudice esthétique, etc...).

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la Présidente, à mettre en œuvre la protection fonctionnelle

ARTICLE 2 : De préciser que cette délégation est consentie à la Présidente pour la durée de son mandat.

ARTICLE 3 : De préciser que les décisions prises en application de la présente délibération, pourront être signées par un vice-président agissant par délégation du président dans les conditions fixées aux articles L. 5211-9 et L. 2122-23 du CGCT.

ARTICLE 4 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

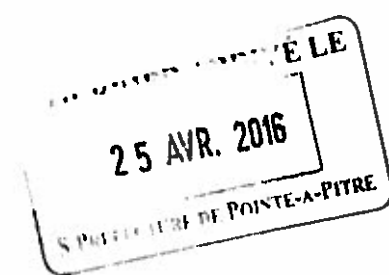
La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

l'a fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,


1^{re} Présidente
Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

